



## Syrie: le dernier avertissement de la Turquie?

L'ultimatum lancé par Ankara à Damas expire dans deux jours

Par [Observateur Continental](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2020

[Observateur continental](#)

*Les relations entre la Turquie et la Russie deviennent vraiment tendues ces derniers temps. Les forces gouvernementales syriennes soutenues par l'aviation russe ont remporté une victoire écrasante en 2020 contre l'Armée nationale syrienne alliée aux Turcs dans la zone de désescalade d'Idlib, en plaçant le président Recep Erdogan et ses partisans dans une position très difficile.*

Depuis le début du conflit armé en Syrie en 2011, le dirigeant turc était hostile envers le président Bachar al-Assad et son gouvernement. Et sa position n'a pas changé à ce jour.

En menant des opérations à Afrin et au nord de la Syrie Recep Erdogan cherchait formellement à garantir la sécurité de la frontière sud de son pays contre les unités des forces d'autodéfense kurdes. Dans l'ensemble cette mission était assurée par les groupes armés de radicaux musulmans syriens et d'opposants de l'Armée syrienne libre contrôlés par les Turcs.

Ankara a réussi à rejoindre la coalition de Moscou et de Téhéran ayant pour objectif principal de neutraliser les groupes armés illégaux sur le territoire syrien. Conformément aux accords d'Astana, tous les groupes sans exception, l'opposition y compris, doivent être désarmés. Où qu'ils se trouvent.

En conformité avec les accords de Sotchi de 2018 conclus avec la Russie, la Turquie s'est engagée à séparer dans les plus brefs délais dans la zone de désescalade d'Idlib les forces antigouvernementales d'opposition modérées des groupes islamistes radicaux, à saisir tous les armements lourds et à ouvrir d'ici la fin de l'année deux autoroutes. Rien de cela n'a été fait.

Recep Erdogan comptait utiliser ces forces pour combattre le gouvernement syrien et garder le nord du pays sous contrôle turc. Mais en vain. D'abord parce que les Américains l'ont devancé et ont pris le contrôle de la plupart des champs pétroliers contestés par le dirigeant turc. Puis c'est la Russie qui a constitué un obstacle insurmontable, dont la présence militaire en Syrie est devenue un facteur déterminant du comportement de Recep Erdogan.

Dans peu de temps ce dernier devra prendre une décision: faire la guerre contre la Syrie ou non.

Cette guerre ne serait pas soutenue par les puissances d'Europe occidentales (la France et l'Allemagne). Malgré la menace turque d'ouvrir aux 2-3 millions de réfugiés accumulés en

Turquie la porte du Vieux Continent. La direction de l'Otan a déclaré qu'elle était du côté de la Turquie et qu'elle prendrait sa défense en cas de guerre contre la Syrie. Cependant, il est peu probable que les alliés européens de l'Otan partent en guerre. Premièrement, ce n'est pas prévu par la charte: les Turcs combattraient sur un territoire étranger. Deuxièmement, la perspective d'être confrontée face à face à la Russie ne séduit pas tellement les Européens.

Dans ce cas il est possible que les pays y participent dans le cadre d'accords bilatéraux clos. Mais qui serait le sponsor des participants?

Washington s'est sincèrement réjoui des dures déclarations antisyriennes de Recep Erdogan et, par conséquent, d'une détérioration significative des relations avec la Russie. Le Pentagone a immédiatement réagi à la requête d'Ankara de déployer dans les régions au sud de la Turquie frontalières avec la Syrie deux batteries de systèmes antiaériens américains Patriot. Selon des informations non vérifiées, le déchargement d'avions de transport avec de tels systèmes a commencé à la base aérienne turque d'Incirlik.

Certes, Recep Erdogan est capable de prendre une autre décision irréfléchie et d'ouvrir un nouveau front de bataille contre Bachar al-Assad. Mais dans ce cas les forces turques feraient l'objet d'une riposte non seulement du côté de la Syrie, mais également de la Russie. Et cette frappe serait très douloureuse pour la Turquie.

Le calcul que la Russie dépend considérablement de la préservation de ses intérêts économiques et politiques de la position turque est complètement erroné. Après une action militaire intransigeante les Turcs devront quitter la Syrie, et les sanctions économiques russes qui suivront, comme après la destruction du Su-24 russe dans le ciel syrien en 2016, auraient un impact imprévisible sur l'économie turque.

C'est pourquoi les partisans du président turc doivent peser les conséquences éventuelles d'une nouvelle aventure et chercher des solutions indolores qui existent encore au problème, tout en comptant sur la bonne volonté des politiques de Moscou. Or ils connaissent le prix de la guerre et ne la souhaitent pas.

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Observateur Continental](#), [Observateur continental](#), 2020

Articles Par : [Observateur Continental](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)